

RAPPORT 2022 SUR LES DROITS DE LA PERSONNE - GABON

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Gabon est une république dont le gouvernement présidentiel est dominé par le Parti démocratique gabonais et dirigé par le président Ali Bongo Ondimba, dont la famille est au pouvoir depuis 1967. Ce dernier exerce la présidence depuis 2009 et a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle de 2016. Les observateurs ont pris note de nombreuses irrégularités en 2016, y compris des résultats officiels douteux dans la province dont le président est originaire. Les autorités ont dispersé par la force les violentes manifestations qui ont fait suite à l'élection de 2016. Lors des élections législatives de 2018, qui se sont déroulées dans le calme, le Parti démocratique gabonais a remporté 100 des 143 sièges de l'Assemblée nationale. La mission d'observation électorale de l'Union africaine n'a pas indiqué si ces élections avaient été libres et équitables, mais elle a signalé certaines irrégularités. Plusieurs partis d'opposition ont boycotté les élections, mais ils étaient moins nombreux à le faire que lors des élections législatives de 2011.

Les Forces de police nationale, qui sont rattachées au ministère de l'Intérieur, et la Gendarmerie nationale, qui relève du ministère de la Défense, sont chargées de l'application de la loi et de la sécurité publique. Des éléments des forces armées et de la Garde républicaine, une unité d'élite chargée de la protection du président et placée sous son autorité directe, se voyaient parfois confier des missions de sécurité intérieure. Les autorités civiles exerçaient dans l'ensemble un contrôle efficace sur les forces de sécurité. Des signalements faisaient état de certaines exactions commises par des éléments des forces de sécurité.

Des signalements crédibles faisaient état, entre autres, des problèmes importants suivants dans le domaine des droits de la personne : torture et châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants par les autorités ; conditions de détention dures et délétères ; graves problèmes d'indépendance du système judiciaire ; prisonniers et détenus politiques ; ingérence illégale ou arbitraire dans la vie privée ; restrictions graves de la liberté d'expression et de la presse en raison

de la censure et de l'application de lois pénales contre la diffamation pour limiter l'expression ; impossibilité pour les citoyens de changer leur gouvernement de manière pacifique par le biais d'élections libres et équitables ; corruption grave au sein de l'appareil public ; pires formes de travail des enfants.

Les autorités ont pris certaines mesures pour identifier et enquêter sur les fonctionnaires soupçonnés d'atteintes aux droits de la personne ou de corruption, les poursuivre et en sanctionner les coupables. Néanmoins, l'impunité continuait de poser problème. Les pouvoirs publics déployaient des efforts considérables dans la lutte contre la corruption afin de réduire les cas de harcèlement et d'extorsion des forces de sécurité à l'encontre de réfugiés et de ressortissants africains étrangers. Des progrès ont également été faits pour combattre la violence contre les femmes, même si des obstacles sociétaux persistaient et empêchaient les femmes de signaler les cas de violence aux autorités.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Pendant l'année, aucune exécution illégale imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée. La police judiciaire, sous l'égide du ministère de la Justice, est responsable des enquêtes concernant tout abus ou acte illégal perpétré par les forces de sécurité de l'État. Des sources policières ont indiqué qu'une enquête de police a été ouverte après qu'en février 2021, selon plusieurs sources, deux hommes ont été tués par balles par les forces de sécurité de Libreville dans le cadre des manifestations contre les restrictions sanitaires liées à la COVID-19. À la fin de l'année, les autorités n'avaient pas entrepris d'actions concrètes concernant ces meurtres.

Selon une organisation non gouvernementale (ONG) locale, une personne accusée de trafic de stupéfiants dans la prison centrale de Libreville a été torturée et battue avec un câble électrique. L'homme est décédé en octobre 2021. L'administration carcérale a démenti les accusations et les autorités n'ont pas lancé d'enquête.

b. Disparitions

On n'a pas signalé de disparitions causées par les autorités ou en leur nom.

En 2017, le gouvernement a informé le Comité des disparitions forcées de l'ONU que, malgré les allégations de l'opposition concernant des disparitions, aucune plainte officielle n'avait été déposée après l'élection de 2016. La Commission nationale des droits de l'homme du pays a ouvert une enquête en 2020 et a publié un rapport en juin.

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et autres atteintes connexes

La Constitution interdit ce type de pratiques. Des signalements ont dénoncé des cas de torture en milieu carcéral, où du personnel non identifié aurait eu recours à la torture, provoquant la mort d'une personne en octobre 2021 (voir la section 1.a.). Plusieurs personnalités de premier plan ont été soumis au régime cellulaire pendant de longues périodes.

L'impunité était un problème répandu au sein des forces de sécurité, surtout en raison de la corruption entraînée par les bas salaires. Néanmoins, les autorités ont pris certaines mesures pour identifier et enquêter sur les fonctionnaires soupçonnés de violations des droits de la personne et pour poursuivre et sanctionner les coupables. Les autorités disposaient d'une ligne d'assistance nationale pour signaler les atteintes commises par les membres des forces de sécurité.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions carcérales étaient très dures et potentiellement délétères en raison de la mauvaise qualité de l'alimentation, de l'insuffisance des installations sanitaires, du manque d'aération, de la surpopulation extrême et des soins médicaux limités. Les conditions dans les maisons d'arrêt et centres de détentions étaient semblables à celles régnant dans les prisons.

Conditions matérielles abusives : La prison centrale de Libreville était extrêmement surpeuplée ; construite pour accueillir 500 prisonniers, elle en abritait environ 4 000. D'après certaines informations, les autres prisons souffraient

également de surpopulation.

Certains détenus condamnés ou en détention préventive étaient placés en isolement cellulaire pendant plusieurs mois, sans la possibilité de faire de l'exercice ou d'utiliser les douches et autres installations sanitaires.

Dans certains cas, les autorités faisaient cohabiter les personnes en détention préventive avec les condamnés, les mineurs avec les adultes et les hommes avec les femmes. Toutefois, elles séparaient les mineurs des adultes dans les prisons de Libreville et de Franceville. Il y avait des zones de détention séparant les hommes des femmes dans les prisons, mais leur accès n'était pas complètement sécurisé ou limité. Les prisons ne disposaient pas d'aménagements spécifiques pour les personnes en situation de handicap. Les prisonniers disposaient d'un accès limité à la nourriture, à l'éclairage, aux installations sanitaires, à l'eau potable et aux zones réservées à l'exercice physique. Du personnel infirmier était disponible sur place pour assurer les soins médicaux de base, mais les infirmeries des prisons manquaient souvent de médicaments. En cas de maladies et blessures graves, les autorités transféraient les prisonniers dans les hôpitaux publics. La maîtrise de la propagation des maladies infectieuses, telles que le VIH et la tuberculose, était insuffisante.

Les pouvoirs publics n'ont fourni aucune donnée sur le nombre de décès survenus dans les prisons, les maisons d'arrêt et les centres de détention (préventive ou autre) qui étaient attribués aux conditions matérielles ou aux actes des membres du personnel ou d'autres autorités. L'ONG SOS Prisonniers a signalé que deux décès se sont produits à la prison centrale de Libreville au cours de l'année, l'un des suites d'une maladie et l'autre en raison d'une bagarre entre détenus. Des enquêtes étaient en cours sur ces deux décès.

Administration : Il n'existait pas de médiateur des prisons ni d'autorité indépendante comparable pour répondre aux plaintes des prisonniers. Les prisonniers ont déposé peu de plaintes. D'après les observateurs, le faible nombre de plaintes était dû à une méconnaissance du processus, un manque de confiance dans son efficacité ou la peur des représailles.

Surveillance indépendante : Les autorités permettaient aux organisations de

défense des droits de la personne de réaliser un contrôle indépendant des conditions carcérales et d'accéder à des centres de détention pour migrants et demandeurs d'asile afin de fournir une assistance sociale. Des représentants de plusieurs ONG, y compris Malachie, la Fondation Sylvia Bongo et Voice of the Forgotten, visitaient des prisons, sauf quand les restrictions sanitaires liées à la COVID-19 ne le permettaient pas.

Améliorations : En avril, un nouveau bâtiment de 106 cellules a été construit pour les détenues femmes à la prison centrale de Libreville afin de réduire la surpopulation.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires et donnent aux détenus et aux personnes arrêtées le droit de contester la légalité de leur détention devant un tribunal en invoquant la nature arbitraire. La loi prévoit également une indemnisation si un tribunal conclut que la détention était illégale. Toutefois, les autorités ne respectaient pas toujours ces dispositions.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Bien que la loi exige un mandat d'arrêt reposant sur des éléments de preuve suffisants et délivré par une autorité compétente pour procéder à toute arrestation, les forces de sécurité ne respectaient toujours ces dispositions. La loi permet aux autorités de placer un suspect en garde à vue pendant 48 heures sans le mettre en examen, après quoi celui-ci doit comparaître devant un juge à cette fin. Il arrivait souvent que la police ne respecte pas ces délais.

La loi autorise la mise en liberté conditionnelle après une mise en examen si un complément d'enquête se révèle nécessaire. Il existait un système de mise en liberté sous caution qui fonctionnait. Les détenus n'étaient pas toujours autorisés à prendre rapidement contact avec les membres de leur famille et un avocat de leur choix. La loi qui exige qu'un avocat soit commis d'office aux détenus indigents n'était pas toujours respectée, souvent parce que les autorités ne trouvaient pas d'avocats disposés à accepter les conditions de paiement proposées pour se charger de ces affaires. Les arrestations devaient se faire en vertu de mandats délivrés par un juge ou un procureur sur la base de preuves.

Arrestations arbitraires : En août 2020, des agents de la Direction générale des recherches de la Gendarmerie nationale ont arrêté sans mandat le dirigeant de la confédération syndicale Dynamique Unitaire, Jean Bosco Bounoumou. Accusé d'avoir diffusé une vidéo compromettant l'ordre public, il a été placé en garde à vue sans inculpation pendant une durée supérieure à celle autorisée par la loi et n'a pas été autorisé à promptement consulter un avocat. Plus tard au cours du mois d'août 2020, des procureurs l'ont mis en examen pour terrorisme et association de malfaiteurs. Selon le syndicat, M. Bounoumou a été libéré au cours de l'année sans procès.

Détention préventive : Les deux tiers des détenus environ étaient en détention préventive, laquelle durait parfois jusqu'à trois ans. Dans certains cas, la durée de la détention préventive dépassait la peine maximum imposable pour l'infraction reprochée. La détention préventive prolongée était courante en raison des rôles surchargés et de l'inefficacité du système judiciaire. La loi limite la détention préventive à six mois pour les délits et à un an pour les crimes, des prolongations de six mois pouvant être autorisées par le juge d'instruction. La loi prévoit qu'il doit y avoir une commission chargée d'examiner les cas de détention abusive ou excessive et d'accorder des indemnités aux victimes, mais les autorités n'avaient pas établi cette commission. La plupart des détenus connaissaient mal leurs droits et la procédure à suivre pour porter plainte, certains craignant peut-être de subir des représailles s'ils le faisaient.

e. Déni de procès public et équitable

La loi prévoit l'indépendance du pouvoir judiciaire, mais celui-ci n'était que partiellement indépendant, et uniquement dans certaines affaires. Selon l'ONG Freedom House, le pouvoir exécutif aurait exercé un contrôle ferme sur le pouvoir judiciaire. Le pouvoir judiciaire était inefficace. Le président nomme les juges et peut les destituer par l'intermédiaire du ministère de la Justice dont ceux-ci relèvent. La corruption constituait un problème. Par exemple, certaines personnes accusées d'infractions auraient versé des pots-de-vin pour influencer la procédure judiciaire ou éviter d'être jugées, voire les deux.

Les autorités respectaient généralement les décisions des tribunaux.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution confère le droit à un procès équitable et public et à l'assistance d'un avocat ; l'appareil judiciaire respectait généralement ces droits. Les procès étaient souvent retardés.

Les prévenus indigents ont le droit à une défense, tant en matière civile que pénale, par un avocat commis d'office aux frais de l'État, mais ce droit était rarement respecté car les avocats en pratique privée n'acceptaient pas les conditions de paiement proposées par l'État pour ces affaires. S'ils en ont besoin, les prévenus peuvent bénéficier d'un service d'interprétation gratuit depuis leur mise en examen jusqu'à la clôture de tous les appels, lorsque des membres du personnel possédant les compétences linguistiques requises sont disponibles, mais des interprètes n'étaient pas toujours disponibles.

Prisonniers et détenus politiques

En août 2021, le ministre de la Justice a déclaré qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques dans le pays, bien qu'un groupe de la société civile ait estimé que certains détenus entraient dans la catégorie de prisonniers politiques. Environ 60 manifestants ont été détenus en 2017, notamment Pascal Oyougou, figure de l'opposition, qui a passé 41 mois en détention préventive avant d'être mis en liberté provisoire en février 2021 jusqu'à la fin de son procès. En juin 2021, il a été condamné à cinq ans de prison pour complot contre l'État et participation à une marche non autorisée. Selon de multiples actualités publiées dans le pays et à l'international, l'ancien député du Parti démocratique gabonais (PDG) Bertrand Zibi Abeghe a été arrêté à la suite de violences après l'élection présidentielle de 2016, en représailles à motivation politique. En 2019, M. Zibi avait été reconnu coupable d'incitation à la violence et de détention d'une arme à feu et avait été condamné à six ans de réclusion criminelle. Il a été libéré le 13 septembre. De nombreux observateurs considéraient que les chefs d'accusation à son encontre et sa condamnation étaient politiquement motivées et que les éléments de preuve avaient été créés de toute pièce.

Les prisonniers politiques étaient autorisés à recevoir des visites de routine de la part de consulats et d'ONG.

Procédures et recours judiciaires au civil

En cas de violations des droits de la personne, les personnes et organisations peuvent prétendre à des réparations civiles devant les tribunaux nationaux ou par le biais de mécanismes (administratifs ou autres) établis par la loi, bien que cela se soit rarement produit.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

Ces pratiques sont interdites par la Constitution et par la loi, mais les autorités ne respectaient pas toujours ces interdictions. Dans le cadre d'enquêtes pénales, la police demandait aux juges des mandats de perquisition qu'elle obtenait facilement, parfois a posteriori. Les forces de sécurité procédaient à des perquisitions sans mandat dans le cadre de leurs recherches d'immigrés en situation irrégulière et d'individus soupçonnés d'avoir commis une infraction pénale. Les autorités auraient surveillé les conversations téléphoniques privées, le courrier personnel et les déplacements des citoyens.

g. Violations liées aux conflits

En septembre 2021, l'ONU a ordonné le retrait du contingent de Casques bleus gabonais comprenant 450 personnes affectées à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine pour cause d'allégations d'atteintes sexuelles. L'ONU a déclaré avoir reçu un total de 33 allégations d'atteintes sexuelles ou d'exploitation sexuelle contre les troupes du pays, qui faisaient partie d'une force internationale de maintien de la paix en République centrafricaine (RCA) comptant des milliers de personnes. Les autorités du pays ont ouvert une enquête après la décision de l'ONU de retirer le contingent du pays.

À la fin de l'année, 10 enquêtes étaient en cours sur des allégations concernant la mission de maintien de la paix en RCA, impliquant au moins 90 soldats du pays. L'ONU n'a pas publié de rapport final officiel concernant ces affaires sur le portail en ligne *Déontologie en missions de terrain* et les autorités contestaient le bien-fondé de ces allégations. Il est possible que les informations publiées sur le portail

en ligne ne reflètent pas les violations perpétrées par les soldats de la paix gabonais en RCA dans toute leur ampleur et leur portée.

Section 2. Respect des libertés civiles

a. Liberté d'expression, notamment pour les membres de la presse et d'autres médias

La liberté d'expression, notamment pour les membres de la presse et d'autres médias, est garantie par la Constitution et la loi, et les autorités la respectaient globalement. Selon la loi, une condamnation pour outrage au président ou à tout dépositaire de l'autorité publique « commis en quelque lieu, en quelque occasion ou par quelque moyen que ce soit » est passible d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende.

Violence et harcèlement : Il n'y a pas eu de cas de harcèlement ou d'intimidation de journalistes, bien que certains aient indiqué avoir reçu des consignes ou appels anonymes de personnes soupçonnées d'être liées au gouvernement, leur ordonnant de ne pas faire de reportages sur certains sujets.

Censure ou restrictions sur le contenu pour les membres de la presse et d'autres médias, y compris les médias en ligne : Les médias indépendants étaient actifs, même si les autorités avaient parfois recours aux lois sur la diffamation et la calomnie pour limiter les critiques du gouvernement dans les médias. Le seul quotidien du pays, *L'Union*, était pro-gouvernement. Tous les journaux et les organes de radiodiffusion, y compris ceux qui étaient affiliés à l'État, critiquaient le gouvernement ainsi que les dirigeants politiques des partis de l'opposition et des partis favorables au gouvernement. La plupart des propriétaires de journaux favorisaient politiquement le gouvernement ou l'opposition. Selon des ONG telles que Reporters sans Frontières, ces dernières années ont vu une augmentation des suspensions de médias par la Haute Autorité de la communication. Par exemple, Reporters sans Frontières a fait état d'une suspension d'activité d'un mois infligée au journal en ligne *7jours infos* pour avoir publié un article mettant en doute la capacité du président à diriger le pays.

Lois sur la diffamation et la calomnie : La diffamation et la calomnie peuvent

être traitées soit comme une infraction pénale soit comme une affaire civile. Les rédacteurs et les auteurs d'articles jugés diffamatoires par un tribunal sont passibles de six mois à cinq ans de prison et d'une lourde amende. En cas de diffamation, trouble à l'ordre public et autres infractions, la loi prévoit aussi une suspension de parution d'un à trois mois pour la première infraction et de trois à six mois en cas de récidive. En janvier, les autorités ont suspendu la publication de l'hebdomadaire *Le Mbanja* pour diffamation après la publication d'accusations de malversations à l'encontre d'un maire, ce que l'État a démenti. Un autre hebdomadaire, *La Cigale enchantée*, a également été interdit de parution en janvier pour incitation à la haine à la suite de la publication d'un article accusant la communauté arabe de contrôler le pays.

Liberté d'accès à internet

Les pouvoirs publics ne restreignaient ou ne perturbaient pas l'accès à internet et ne censuraient pas le contenu affiché en ligne, et aucune information crédible n'indiquait que l'État aurait surveillé les communications privées en ligne sans l'autorité légale requise.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La Constitution garantit la liberté de réunion et d'association pacifiques et les pouvoirs publics respectaient généralement le droit à la liberté d'association. Les pouvoirs publics limitaient la liberté de réunion pacifique de certains groupes et associations en créant des obstacles bureaucratiques et en ne délivrant pas les permis à temps.

Liberté de réunion pacifique

Certains militants de la société civile ont déclaré qu'ils n'avaient pas présenté de demande pour tenir des réunions publiques parce qu'ils s'attendaient à un refus des autorités. Cependant, aucun groupe militant ou de la société civile n'a fait état de refus de permis au cours de l'année. Les partis politiques de l'opposition ont affirmé avoir organisé des rassemblements et autres événements politiques au cours de l'année sans avoir signalé de restrictions à leur capacité de réunion pacifique. En mars, l'État a levé toutes les restrictions sanitaires liées à la COVID-19, y compris en matière de rassemblement.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la liberté de religion dans le monde* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

d. Liberté de circulation et le droit de quitter le pays

La Constitution et la loi prévoient la liberté de circulation à l'intérieur du pays et le droit de se rendre à l'étranger, d'émigrer et d'être rapatrié. Néanmoins, les autorités ne respectaient pas toujours ces dispositions.

Déplacements à l'intérieur du pays : La loi ne limitait pas les déplacements à l'intérieur du pays, mais les forces armées, la police et la gendarmerie interpellaient les automobilistes à des postes de contrôle pour vérifier leur identité, leur lieu de résidence ou leur certificat d'immatriculation et parfois leur réclamer des pots-de-vin. Les réfugiés devaient être munis de documents de voyage approuvés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et par les autorités pour circuler librement sur le territoire national.

Déplacements à l'étranger : Les réfugiés et la plupart des titulaires d'un permis de séjour doivent obtenir un visa de sortie pour quitter le pays et y revenir. Au cours de l'année, les autorités ont facilité les procédures de visa de sortie afin de faciliter les départs.

En février, les autorités ont empêché le dirigeant syndical Jean-Rémy Yama de quitter le pays à l'aéroport et l'ont placé en état d'arrestation, en l'absence de mandat d'arrêt. Ce n'est qu'après avoir été placé en détention que les chefs d'accusation lui ont été communiqués et qu'un mandat d'arrêt lui a été présenté. Jean-Rémy Yama est resté en détention et devait répondre d'accusations d'abus de confiance et de détournement de fonds.

e. Protection des réfugiés

L'État coopérait avec le HCR et d'autres organisations humanitaires pour fournir protection et aide aux réfugiés (y compris à ceux qui étaient de retour au pays), aux demandeurs d'asile et à d'autres personnes relevant de la compétence du HCR.

Droit d’asile : La législation prévoit l’octroi de l’asile et du statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un système visant à assurer la protection des réfugiés.

Maltraitance des migrants et des réfugiés : L’État et le HCR ont fait d’importants efforts pour réduire les cas de harcèlement et d’extorsion par les forces de sécurité. Le HCR a signalé une baisse significative des plaintes provenant de réfugiés, les cas de discrimination étant de plus en plus rares.

Liberté de circulation : (Voir la section 2.d, Déplacements à l’intérieur du pays.)

Accès aux services de base : Le loi prévoit que les réfugiés aient un accès égal aux services publics. Au cours de l’année, les pouvoirs publics ont fait d’importants efforts pour aider les réfugiés à s’inscrire et à recevoir des prestations de l’assurance maladie et la sécurité sociale.

Solutions durables : Le Code de la nationalité permet aux réfugiés de demander la naturalisation, mais la procédure était longue et coûteuse. Les enfants nés au Gabon de parents réfugiés peuvent demander la nationalité gabonaise à l’âge de 18 ans.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La Constitution et la loi donnent aux citoyens la possibilité de choisir leur gouvernement par le biais d’élections périodiques libres et équitables, tenues à bulletin secret et fondées sur le suffrage universel et égal, mais les observateurs internationaux de l’élection présidentielle de 2016 ont constaté des irrégularités. Le parti au pouvoir domine tous les niveaux de l’administration depuis cinquante ans.

Élections et participation au processus politique

Élections récentes : Des élections législatives ont été tenues fin 2018. Les deux tours se sont déroulés dans le calme et la participation électorale a été de 43 % au premier tour, avec un second tour de scrutin individuel. Le PDG du président Ali Bongo Ondimba a remporté 100 des 143 sièges de l’Assemblée nationale. Les chefs de l’opposition ont fait état d’irrégularités comme le bourrage d’urnes, l’achat de voix, l’ouverture de bureaux de vote sans la présence des représentants de l’opposition et le traitement injuste de l’opposition par le Centre gabonais des

élections. Les organisations nationales et internationales n'ont pas été autorisées à observer le scrutin. Une mission d'observation électorale limitée de l'Union africaine n'a pas indiqué si les élections avaient été libres et équitables, mais a pris note de certaines irrégularités. Lors de l'élection présidentielle de 2016, les observateurs ont noté de nombreuses irrégularités après la déclaration de victoire du président Bongo Ondimba. L'irrégularité la plus saillante a été le décompte officiel dans la province d'origine du président, où les résultats ont été publiés plusieurs jours après les autres provinces, avec une participation de plus de 99 %, dont plus de 95 % de votes en faveur de ce dernier. Compte tenu du taux de participation national de 54 % et d'une marge de victoire de seulement 5 000 voix, les résultats avancés ont déclenché une large vague de protestation et de violence.

Partis politiques et participation au processus politique : Le PDG domine le gouvernement depuis la création du parti en 1968 par l'ancien président Omar Bongo. L'appartenance à ce parti conférait des avantages pour obtenir un poste dans la fonction publique. Des membres des partis d'opposition se sont plaints que la délimitation des circonscriptions électorales était injuste, affirmant que la province d'origine du président avait reçu un nombre excessif de sièges parlementaires par rapport aux autres provinces. Ils ont également avancé que le PDG bénéficiait d'un accès plus large que les autres partis aux ressources de l'État pour les campagnes électorales.

Contrairement aux années précédentes, on n'a pas signalé de restrictions imposées à la formation de partis politiques au cours de l'année.

Participation des femmes et des membres de minorités : Aucune loi ne limite la participation des femmes et des membres des minorités au processus politique et ceux-ci y ont pris part. Des facteurs culturels et traditionnels, ainsi que la stigmatisation sociale, ont empêché les femmes et les groupes historiquement marginalisés, par exemple les personnes porteuses de handicap et les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes (LGBTQI+) de participer de manière égale au processus politique.

Même si des membres de tous les principaux groupes ethniques occupaient des postes importants au sein du gouvernement, dans le civil comme dans les forces de sécurité, les membres des populations autochtones ont rarement participé au

processus politique (voir la section 6, Populations autochtones).

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi impose des sanctions pénales dans les affaires de corruption dans la fonction publique et les autorités l'appliquaient dans l'ensemble de manière efficace. De nombreux cas de corruption au sein de l'appareil d'État ont été signalés pendant l'année.

L'État a lancé une campagne anti-corruption de large envergure pour mettre un terme à l'extorsion au sein des forces de sécurité par l'intermédiaire du ministère de la Promotion de la bonne gouvernance et de la Lutte contre la corruption. Selon des médias et le HCR, la campagne a été très efficace et les cas d'extorsion de réfugiés et de ressortissants étrangers africains par les forces de sécurité ont nettement diminué.

Corruption : Certains policiers étaient inefficaces et corrompus. On a signalé que des membres de la police, de la gendarmerie et des forces armées soutiraient des pots-de-vin à la population pour compléter leur salaire, souvent en arrêtant des voitures à des postes de contrôle autorisés pour vérifier l'immatriculation du véhicule et les pièces d'identité des passagers.

En 2019, Justin Ndoundangoye, ancien ministre des Transports et député du parlement, a été arrêté et accusé de corruption. En décembre 2021, il a été condamné à cinq ans de prison.

Le 26 juillet, Ike Nguoni, ancien porte-parole de la présidence, a été condamné à huit ans de prison assortis d'une amende de cinq milliards de francs CFA (soit 8,13 millions de dollars É.-U.) pour détournement de fonds publics et blanchiment de capitaux.

Section 5. Position du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations

présumées des droits de la personne

Malgré des restrictions imposées par les autorités, quelques associations locales de défense des droits de la personne étaient actives : elles enquêtaient et publiaient leurs conclusions sur des affaires portant sur les droits de la personne. Plusieurs ONG de défense des droits de la personne ont signalé des cas d'intimidation par les autorités et un manque général de réceptivité à leurs points de vue.

Organismes publics de défense des droits de la personne : Le ministère de la Justice gère le portefeuille des droits de la personne et de l'égalité de genre et coordonne l'action de l'État visant à accroître le respect des droits de la personne, à organiser des formations sur le sujet à l'intention des agents de l'État et à en traiter les problèmes importants. La Commission nationale des droits de l'homme, dont les représentants sont issus de la société civile, des médias, d'associations religieuses et du système judiciaire, bénéficiait d'une certaine indépendance.

En septembre, des membres de la Commission ont fourni une formation au processus électoral destinée à des membres de la société civile et du gouvernement. De plus, la Commission a ouvert deux nouvelles antennes dans les provinces du Haut-Ogooué et du Woleu-Ntem, une première en dehors de la capitale.

Section 6. Discrimination et violences sociales

Femmes

Viol et violences familiales : La loi criminalise le viol pour les hommes comme pour les femmes et ceux qui en sont reconnus coupables sont passibles d'une peine de 10 à 20 ans de prison et d'une amende. Néanmoins, les cas de viols étaient rarement instruits, en grande partie en raison du faible nombre de signalement de la part des victimes ou d'une réticence à témoigner. La loi traite du viol perpétré par un conjoint ou un partenaire intime, quel que soit le sexe des personnes impliquées. Des progrès ont été faits pour combattre la violence contre les femmes, même si des obstacles sociétaux persistaient et empêchaient les femmes de signaler les cas de violence aux autorités. Il n'existait pas de statistiques fiables sur la prévalence du viol, mais une ONG de défense des femmes estimait que le phénomène était fréquent. Le viol restait un sujet tabou et les survivantes choisissaient souvent de

ne pas le signaler par crainte de représailles ou par honte.

En janvier 2021, un agent de la Garde républicaine a violé une fille de 15 ans à Libreville. Le Conseil disciplinaire de l'armée gabonaise a entendu l'affaire et renvoyé l'agent de l'armée. Ce dernier n'a reçu aucune autre sanction. Au cours de l'année, la Fondation Sylvia Bongo, une organisation indépendante dirigée par la Première dame, a entièrement financé la prise en charge médicale et psychologique des survivantes.

Bien que la loi interdise la violence familiale, des ONG ont indiqué qu'elle était courante. En cas de condamnation, les coupables sont passibles de peines allant de 2 mois à 15 ans d'emprisonnement et la loi a été amendée en septembre 2021 pour punir plus fermement les auteurs de violences familiales ou de spoliation de veuve. Les femmes portaient rarement plainte, à cause de la honte ou par crainte des représailles, bien que l'État ait assuré le fonctionnement d'une cellule de soutien psychologique pour aider les survivantes. Les autorités fournissaient un soutien en nature à un centre administré par une ONG pour aider les survivantes de violences familiales et, par l'intermédiaire du travail de ce centre, la police est intervenue en réponse à des cas de violence familiale. L'État finançait une ligne d'assistance gratuite pour les personnes victimes de tout type de violence.

Harcèlement sexuel : Des ONG ont signalé que le harcèlement sexuel à l'égard des femmes continuait d'être très répandu. La loi dispose que le harcèlement sexuel « constitue une atteinte aux bonnes mœurs (et comprend) tout comportement, attitude ou parole assidue ou suggestive répétés, directement ou indirectement imputable à une personne qui, abusant de l'autorité ou de l'influence que lui confèrent ses fonctions ou son rang social, a pour but d'obtenir des faveurs sexuelles d'un individu de l'un ou l'autre sexe ». Les personnes reconnues coupables de harcèlement sexuel encourent une peine de prison d'un maximum de six mois et une lourde amende. En mars, un enseignant a été publiquement dénoncé pour des faits de harcèlement sexuel sur une élève du secondaire après que l'enregistrement d'un appel téléphonique entre les deux a été publié sur les réseaux sociaux. Les autorités ont déclaré que l'enseignant avait été arrêté, reconnu coupable et condamné à six mois de prison pour harcèlement sexuel. L'affaire a attiré l'attention sur l'omniprésence du harcèlement sexuel d'élèves filles par les enseignants.

Droits génésiques : On n'a pas signalé d'avortements ou de stérilisations forcés pratiqués par les autorités.

Le ministère de la Santé et des Affaires sociales a émis des recommandations sur les meilleures pratiques de planification familiale à des établissements de santé à travers le pays. Il existait certains obstacles sociaux et culturels à l'accès aux méthodes de planification familiale basés sur les normes comportementales, les croyances religieuses et l'orientation sexuelle des personnes. Des personnes LGBTQI+ signalaient se heurter à des discriminations dans l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive. Les adolescents en zone rurale manquaient aussi parfois d'accès à la planification familiale. Si des services de santé sexuelle et reproductive étaient disponibles aux survivantes de violence sexuelle dans des établissements médicaux publics et privés, les contraceptifs d'urgence ne pouvaient être obtenus que dans des pharmacies locales. Des ONG locales fournissaient un soutien aux survivantes de violence sexuelle.

Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé, le taux de mortalité maternelle en 2017 était de 252 décès pour 100 000 naissances vivantes. D'après *l'Enquête démographique et de santé de 2012 au Gabon*, les femmes et les filles âgées de 15 à 19 ans étaient les plus touchées et représentaient 34 % des décès maternels. Les causes principales de décès maternel étaient les hémorragies lors de l'accouchement, l'hypertension et les infections. Un accès limité aux soins prénatals dans l'ensemble du système de santé contribuait à de mauvaises issues pendant la grossesse et l'accouchement.

Discrimination : En général, la loi ne fait pas de distinction entre la situation juridique et les droits des femmes et des hommes. La loi prévoit le traitement égal des hommes et des femmes en matière de droits matrimoniaux, de propriété, de nationalité et d'héritage. En juin, le gouvernement a lancé la campagne « He for She » conjointement avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes afin de promouvoir l'égalité de genre et les droits des femmes.

Rien n'indiquait que les autorités n'appliquaient pas la loi de manière efficace. Le gouvernement a amendé la loi concernant le patrimoine matrimonial commun, pour donner aux hommes et aux femmes des droits égaux dans la gestion de ces

biens. Précédemment, les femmes devaient toujours obtenir l'autorisation de leur époux pour gérer les biens commun, alors que les hommes ne devaient pas forcément avoir l'autorisation de leur épouse. Il n'y a pas de loi spécifique exigeant un salaire égal pour un travail égal.

Violences et discriminations raciales ou ethniques systémiques

Il n'existe aucune loi octroyant une protection spécifique aux membres des minorités ou groupes ethniques ou raciaux contre la violence et la discrimination, car ils ont les mêmes droits civils que les autres citoyens. Aucun signalement de violence raciale ou ethnique n'a été fait au cours de l'année.

Populations autochtones

Les Babongo, les Baghama, les Baka, les Bakoya et les Barimba sont les premiers habitants connus du pays. La loi confère aux membres des groupes ethniques autochtones les mêmes droits civils qu'aux autres citoyens, mais ils faisaient l'objet de discrimination sociétale. Des peuples autochtones ont formulé des plaintes concernant des violences liées à l'extraction de ressources naturelles, notamment dans une mine d'or à Bakoumba, où des villages entiers ont été déplacés sans le consentement des habitants. Les peuples autochtones ont été réinstallés dans des zones moins désirables et ont subi les effets néfastes de la pollution causée par les opérations minières et forestières. Rien n'indiquait que les autorités aient pris des mesures pour traiter ces plaintes. Les peuples autochtones étaient en grande partie hors de la zone d'influence des autorités officielles – conservant leurs propres traditions culturelles et ancestrales, l'indépendance de leurs communautés et leurs structures décisionnelles locales – et ils n'avaient pas facilement accès aux services publics. Ils faisaient également l'objet de discriminations en matière d'emploi. Les populations autochtones n'avaient guère de recours si elles étaient maltraitées par des membres de la population bantoue majoritaire et il n'existait aucun programme ou politique spécifiquement mis en place par l'État pour leur venir en aide.

Enfants

Enregistrement des naissances : La nationalité est conférée aux enfants par leurs

parents et non par la naissance sur le territoire. L'un des parents au moins doit être citoyen gabonais pour transmettre la nationalité. L'inscription de toutes les naissances sur les registres de l'état civil est obligatoire et les enfants ne disposant pas d'un acte de naissance ne peuvent pas aller à l'école ni participer à la plupart des programmes financés par l'État. De nombreuses mères ne pouvaient pas obtenir d'acte de naissance pour leurs enfants parce qu'elles habitaient dans des zones reculées du pays ou qu'elles n'étaient pas au courant des exigences de la loi.

Éducation : Bien que l'instruction soit obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans et gratuite jusqu'à la fin des études secondaires, elle n'était pas souvent dispensée au-delà de la sixième en milieu rural. Il n'y avait pas de grande différence dans les taux d'inscription des garçons et des filles. Cependant, en raison des taux élevés de grossesse précoce, les filles étaient moins susceptibles de terminer leur scolarité que les garçons, même s'il était impossible de savoir si les abandons scolaires en raison de grossesse étaient liés à des obstacles juridiques, sociaux ou culturels.

Maltraitance d'enfants : La maltraitance d'enfants est illégale et passible d'une peine de prison allant jusqu'à la perpétuité ou d'une lourde amende, voire les deux. Selon des ONG, des cas de maltraitance d'enfants se sont produits, y compris des atteintes sexuelles. Des ONG ont indiqué que les autorités avaient fait d'importants progrès au cours de l'année concernant l'identification et l'instruction de cas de maltraitance d'enfants, notamment grâce à un numéro gratuit créé en 2020 pour les cas de maltraitance d'enfants.

Mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé : L'âge minimum pour le mariage est fixé à 15 ans pour les femmes et à 18 ans pour les hommes. Des ONG et le Fonds des Nations Unies pour la population étaient d'accord pour dire que les mariages précoces étaient plus courants parmi les groupes ethniques autochtones, dont les modes de vie et les normes sociales étaient très différents.

Exploitation sexuelle des enfants : L'âge du consentement est fixé à 15 ans pour les femmes et à 18 ans pour les hommes. La loi interdit l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et la pédopornographie ; les autorités faisaient généralement respecter ces interdictions. Les personnes condamnées pour traite des mineurs ou pour une infraction liée à la pédopornographie sont passibles de deux à cinq ans d'emprisonnement. En vertu de la loi, la traite des mineurs à des fins

sexuelles est qualifiée de traite des mineurs aggravée ; sa condamnation est passible d'une peine de prison à perpétuité et d'une lourde amende. Les peines encourues pour possession de fichiers à caractère pédopornographique comprennent la réclusion criminelle d'une durée de six mois à un an et une lourde amende.

Antisémitisme

La population juive était très peu nombreuse et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

Actes de violence, criminalisation et autres violations basées sur l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre ou les caractéristiques sexuelles

Criminalisation : Les relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe sont légales.

Violence contre les personnes LGBTQI+ : Des organisations de la société civile et des médias ont signalé que des personnes LGBTQI+ avaient été la cible de violence verbale ou d'agressions. Aucun représentant de l'État n'a été impliqué dans des actes de violence à l'encontre de personnes LGBTQI+. Ce type d'incident était toutefois rarement signalé à la police.

Discrimination : Il n'existe pas de loi interdisant aux acteurs étatiques ou non étatiques de pratiquer une discrimination sur la base de l'orientation sexuelle, de l'identité ou de l'expression de genre ou des caractéristiques sexuelles. Il n'y a pas non plus de loi reconnaissant les personnes LGBTQI+, leurs couples ou leurs familles. Il n'existe pas de lois spécifiques contre la discrimination ou les crimes de haine, ni d'autres mécanismes de justice pénale conçus pour appuyer la poursuite d'infractions motivées par les préjugés (voir aussi la section 6, Femmes, Droits génésiques). La discrimination sociétale dans l'emploi et le logement

constituait un problème, en particulier pour les personnes ouvertement LGBTQI+.

Disponibilité de la reconnaissance du genre par la loi : La reconnaissance du genre par la loi n'est pas disponible dans le pays.

Pratiques médicales ou psychologiques involontaires ou forcées ciblant spécifiquement les personnes LGBTQI+ : La pratique connue sous le terme de thérapie de conversion n'était pas répandue. La société traditionnelle bwiti disposait d'une procédure « thérapeutique » pour l'homosexualité, qui était perçue comme un trouble mental dont la personne peut guérir si elle le souhaite. Il a été signalé que la procédure passait par une alimentation spéciale, des bains aux infusions de plantes, des chants et des danses sur des musiques spécifiques, en interagissant uniquement avec le guérisseur durant toute la durée du traitement.

Restrictions à la liberté d'expression, d'association ou de réunion pacifique : Il n'y avait pas de restrictions à la liberté d'expression sur les sujets LGBTQI+. Cependant, certaines organisations LGBTQI+ ont affirmé ne pas avoir pu s'enregistrer légalement ou organiser des événements dans le passé.

Personnes en situation de handicap

Les personnes en situation de handicap n'avaient pas accès à l'éducation, aux services de santé, aux bâtiments publics et aux transports sur un pied d'égalité avec les autres, même si la loi exige qu'elles aient accès aux transports publics et aux services, notamment en matière de santé et d'éducation, ainsi qu'aux bâtiments publics, y compris pour les électeurs se rendant dans des bureaux de vote. Cependant, la plupart des bâtiments publics n'offraient pas un accès et des aménagements adéquats aux personnes porteuses de handicap, ce qui entravait la capacité de celles-ci à bénéficier des services publics et à prendre part au système judiciaire. L'application des droits des personnes porteuses de handicap à l'éducation, à la santé et au transport était limitée : il n'y avait pas de programmes publics visant à assurer l'accessibilité des bâtiments, de l'information et des communications à ces personnes. Des enfants porteurs de handicaps étaient généralement scolarisés à tous les niveaux, y compris dans les établissements d'enseignement ordinaires. Il existait des aménagements pour les personnes en situation de handicap dans les transports aériens, mais pas dans les transports

terrestres.

La loi interdit la discrimination envers les personnes porteuses de handicaps « physiques, mentaux, congénitaux et accidentels ». La loi place les déficiences sensorielles dans la même catégorie que les déficiences congénitales et « accidentelles », mais elle ne reconnaît pas le concept de handicap intellectuel. Les personnes en situation de handicap physique se heurtaient à des obstacles pour obtenir un emploi, comme le fait de ne pas pouvoir accéder aux locaux des ressources humaines pour postuler un emploi car les bâtiments publics n'étaient pas aménagés pour faciliter l'accès à ces personnes. De même, l'inaccessibilité des autobus et des taxis compliquait la recherche d'un emploi ou le trajet jusqu'au travail pour ceux qui ne disposaient pas de leur propre moyen de transport. Il n'existe pas de loi limitant la participation des personnes porteuses de handicap à la vie civique, bien que les bâtiments publics et privés ne leur soient souvent pas accessibles, ce qui pouvait entraver leur participation.

Autres formes de violence ou de discrimination sociétale

Des ONG locales ont signalé des cas de discrimination envers des personnes vivant avec le VIH et le sida. Ces personnes ont eu du mal à obtenir des prêts et à trouver des emplois dans certains secteurs. Des ONG travaillaient en étroite collaboration avec le ministère de la Santé et des Affaires sociales pour lutter contre la propagation du VIH et la stigmatisation associée à la maladie.

Des homicides rituels ont été signalés, dans lesquels des personnes étaient tuées et leurs membres, leurs organes génitaux ou d'autres organes étaient amputés. La loi criminalise les homicides rituels et le prélèvement d'organes. Au cours de l'année, deux individus ont été reconnus coupables de d'homicide rituel et condamnés à la réclusion à perpétuité. L'Association de lutte contre les crimes rituels, une ONG locale, a signalé sept exécutions rituelles et 25 disparitions de janvier à septembre. D'après l'ONG, le véritable nombre de victimes était plus élevé car de nombreux homicides rituels n'étaient pas signalés ou identifiés comme tels. En outre, les autorités décourageaient les journalistes de signaler les crimes rituels et la plupart des cas se produisaient dans des zones rurales auxquelles les médias n'avaient pas accès.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi accorde aux travailleurs le droit de former des syndicats indépendants et d'y adhérer ainsi que de négocier collectivement. La loi prévoit également le droit de grève, toutefois avec des restrictions. La discrimination antisyndicale est illégale et la loi prévoit la réintégration des travailleurs qui avaient été licenciés pour activités syndicales. Les syndicats doivent se faire enregistrer auprès de l'État pour être officiellement reconnus, ce que les autorités leur accordent régulièrement. Les conventions négociées par les syndicats s'appliquaient également aux travailleurs non syndiqués.

Les grèves ne peuvent être initiées que sur préavis de huit jours et seulement lorsque l'arbitrage obligatoire a échoué. Le droit de grève des agents publics est limité dans les cas où le gouvernement considère que l'exercice de ce droit constitue une menace pour la sécurité publique. La loi n'identifie pas les secteurs de services essentiels pour lesquels la grève est interdite ; cependant, les forces armées n'ont pas le droit de se syndiquer ni de faire grève. La loi interdit à l'État de prendre des mesures contre les grévistes qui respectent les dispositions en matière de préavis et d'arbitrage et elle n'exclut aucun groupe de cette protection. Il n'existe pas de lois ou de dérogation spéciales par rapport aux lois générales sur le travail dans les deux zones franches d'exportation du pays.

Les autorités faisaient généralement respecter les lois en vigueur. Les ressources disponibles pour protéger le droit de former des syndicats, de négocier collectivement et de faire grève étaient suffisantes. Les sanctions encourues en cas de violations de ces droits sont compensatoires, déterminées au cas par cas et à la mesure de celles prescrites pour d'autres dénis de droits civils. Les procédures administratives et judiciaires faisaient parfois l'objet de retards. Des sanctions étaient parfois imposées aux contrevenants.

La liberté d'association et le droit à la négociation collective n'étaient pas toujours respectés. Certains syndicats étaient politiquement actifs et le gouvernement les a accusés de prendre parti pour l'opposition. Le gouvernement limitait parfois les grèves.

Des patrons ont créé certains syndicats et les contrôlaient. Bien que la discrimination antisyndicale soit illégale, des syndicalistes du secteur public comme du secteur privé se sont plaints d'une discrimination occasionnelle, notamment de l'inscription de certains de leurs membres sur une liste noire, de licenciements abusifs et de menaces envers les travailleurs qui se syndiquaient. Les représentants de syndicats se plaignaient d'avoir rencontré des obstacles lorsqu'ils cherchaient à accéder aux établissements d'enseignement dans le cadre d'activités menées pour représenter et défendre les intérêts de leurs membres. Les dirigeants syndicaux ont fait remarquer que la majorité des infractions en matière de droit du travail prenaient leur source dans des cas de licenciement injustifié des travailleurs (parfois en grève), ce qui privait ces derniers des prestations des assurances et de la sécurité sociale. Une enquête a été ouverte au cours de l'année sur l'enlèvement et la torture en juin 2021 de Mathurin Ovono Ébè, un éminent professeur et président de la section de l'Université Omar Bongo du Syndicat national des enseignants et chercheurs. L'enquête suivait son cours.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit et criminalise la traite des personnes à des fins de servitude ou d'esclavage. Les autorités appliquaient la loi concernant la lutte contre le travail forcé des enfants mais ne la faisaient pas respecter efficacement dans tous les secteurs, en particulier dans le secteur informel et parmi les travailleurs étrangers. Les sanctions encourues reflétaient la gravité du délit.

Les ressources, inspections et actions correctives étaient insuffisantes. Le manque de véhicules, de capacités et de personnel entravait la capacité des inspecteurs du travail à enquêter sur les allégations de travail forcé. Par ailleurs, il était difficile pour ces derniers de se rendre dans les exploitations agricoles familiales et les résidences privées en raison de l'état des routes. Les pouvoirs publics n'offraient aucune formation en matière de traite de personnes aux agents des forces de l'ordre pendant l'année.

Des garçons étaient contraints de travailler comme mécaniciens, ainsi que dans des boutiques d'artisanat et des carrières de sable. Des hommes et des garçons étaient victimes du travail forcé dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et le secteur minier. Des femmes et des filles étaient contraintes à la servitude domestique, forcées de

travailler comme vendeuses de marché ainsi que dans des restaurants et exploitées dans le commerce du sexe. Ces emplois étaient très mal rémunérés et les heures de travail étaient longues. Les migrants, y compris les enfants, étaient particulièrement vulnérables au travail forcé (voir la section 7.c.).

Quelques informations indiquaient que des chalutiers de pêche étrangers, illégaux et non réglementés auraient contraint des garçons à travailler de force. La pauvreté généralisée augmentait le risque d'exploitation dans le pays, mais la petite échelle à laquelle se déroulait la pêche artisanale semblait indiquer que le travail forcé se limitait aux opérations de pêche étrangères. La flotte de pêche industrielle opérant dans les eaux territoriales du pays était composée principalement de chalutiers de pêche industrielle illégaux – chinois pour leur majorité – dont le statut des travailleurs à bord n'était pas connu.

Veillez également consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

Veillez consulter les Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants à l'adresse suivante : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings/>.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

Le Code du travail interdit la discrimination en matière d'emploi et de conditions de travail fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, le handicap, l'origine nationale, la citoyenneté ou la situation sociale. Il n'aborde pas les discriminations liées à l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'âge ou la langue. Les autorités n'appliquaient pas la loi de manière efficace. Aucune loi spécifique n'exige un salaire égal pour un travail égal et les salaires touchés par les femmes étaient inférieurs à ceux des hommes pour un travail égal. Les autochtones, les personnes porteuses de handicaps, les personnes vivant avec le VIH-sida et les personnes LGBTQI+ étaient victimes de discrimination dans le

domaine de l'emploi. On a signalé des cas d'exploitation de travailleurs autochtones par leurs voisins bantous qui les payaient considérablement moins que le salaire minimum. Les travailleurs étrangers sans papiers faisaient souvent l'objet de discriminations salariales et de mauvaises conditions de travail. Les sanctions frappant les contrevenants étaient à la mesure de celles liées aux droits civils. Des sanctions étaient régulièrement imposées aux contrevenants.

e. Conditions de travail acceptables

Lois relatives aux salaires et au temps de travail : L'État définissait un salaire minimum mensuel national qui était supérieur au seuil de pauvreté officiel. Les autorités ne faisaient pas adéquatement respecter les lois sur les salaires, mais les travailleurs pouvaient intenter un procès s'ils recevaient moins que le salaire minimum. Les inspections du travail étaient rares. Les lois relatives au salaire minimum n'étaient pas appliquées dans le secteur informel qui employait la majorité des travailleurs.

Le Code du travail fixe le temps de travail hebdomadaire à 40 heures avec une période de repos minimum de 48 heures consécutives. La législation prévoit également des congés annuels payés. Les employeurs doivent rémunérer les employés qui font des heures supplémentaires conformément aux dispositions des conventions collectives ou de la réglementation de l'État. En vertu de la loi, la limite journalière des heures supplémentaires obligatoires peut être prolongée de 30 minutes à deux heures pour effectuer des travaux préparatoires ou complémentaires spécifiques, comme le démarrage des machines dans une usine ou la surveillance d'un lieu de travail. Cette limite peut également être prolongée en cas de situation urgente pour prévenir un accident ou en réparer les dégâts. La limite journalière ne s'applique pas aux établissements où le travail est effectué en continu ni aux entreprises qui fournissent des services de commerce de détail, de transport et de manutention portuaire, ou aux services d'hôtellerie et de restauration, à l'entretien ménager, aux services de sécurité, aux établissements médicaux, aux travaux domestiques et au journalisme. Les employeurs respectaient généralement les normes relatives au salaire minimum. Les employés du secteur formel pouvaient déposer des plaintes concernant les heures supplémentaires, et les inspecteurs du travail du ministère enquêtaient sur ces plaintes. Les autorités sanctionnaient les violations par diverses amendes qui étaient à la mesure de celles

infligées pour des infractions similaires.

Sécurité et santé au travail : Le ministère de la Santé et des Affaires sociales fixe les normes relatives à la santé et à la sécurité au travail. Les employés du secteur formel pouvaient déposer des plaintes concernant les normes de santé et de sécurité, et les inspecteurs du travail enquêtaient sur ces plaintes.

L'État ne fournissait aucune donnée sur les accidents industriels.

Application des dispositions relatives aux salaires, au temps de travail et à la santé et à la sécurité au travail : Le ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique et du Travail est chargé de faire respecter les normes relatives au salaire minimum, aux heures supplémentaires ainsi qu'à la santé et à la sécurité dans le secteur formel. Ils sont habilités à mener des inspections inopinées et à recommander que des sanctions soient prononcées. Les autorités ne faisaient pas efficacement respecter les lois relatives au salaire minimum, aux heures supplémentaires et aux normes de santé et de sécurité au travail, en particulier dans le secteur informel. Les inspecteurs du travail étaient en nombre insuffisant pour faire respecter la législation dont l'application a été davantage entravée par les mesures sanitaires anti-COVID-19. Les autorités sanctionnaient les violations par diverses amendes qui étaient à la mesure de celles infligées pour des infractions similaires. Les contrevenants se voyaient parfois imposer des sanctions, en fonction du secteur. Dans le secteur formel, les travailleurs bénéficient du droit de se retirer d'une situation qui présente un danger pour leur santé ou leur sécurité sans risquer de perdre leur emploi ; les autorités veillaient efficacement à la protection des salariés se trouvant dans cette situation.

Secteur informel : Un grand nombre de personnes travaillaient dans le secteur informel du pays, notamment dans les secteurs du commerce et de l'agriculture. Les autorités ne faisaient pas respecter les dispositions du Code du travail dans l'économie informelle, pour le travail à temps partiel ou dans des secteurs où les travailleurs étrangers sans papiers prédominent, tels que l'exploitation minière, le bois et le travail domestique. Des employeurs forçaient des ouvriers étrangers à travailler dans des conditions inférieures aux normes, les licenciaient sans préavis ni recours et leur infligeaient souvent des mauvais traitements physiques. Ils rémunéraient fréquemment les étrangers moins bien que les Gabonais pour le

même travail et leur imposaient de plus longues heures de travail, les embauchant souvent pour des emplois occasionnels de courte durée pour éviter de devoir payer des impôts, verser des contributions à la sécurité sociale et s'acquitter d'autres charges. Aucune entité nationale ne fournit de programmes de protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle.